

A LA UNE

L'enseignement supérieur privé sur la sellette

Au cours de la décennie 2010-2020, la part du secteur privé dans l'enseignement supérieur est passée de 19,1 % à 26,1 % des effectifs globaux soit 767 000 étudiants. « Le développement de l'apprentissage a également fortement modifié le modèle économique de l'enseignement supérieur privé. Ainsi, la constitution ou le développement rapide de groupes privés à vocation nationale, voire internationale, ont modifié le paysage de l'enseignement supérieur, notamment l'enseignement postbac », notait Sylvie Retailleau, la ministre de l'enseignement supérieur dans sa conférence de presse de rentrée.



Olivier Rollot
(@ORollot)
Rédacteur en chef

Devant la diversité des acteurs, le manque de lisibilité de l'offre et la qualité variable des formations, les initiatives se multiplient : [mission d'information sur l'enseignement supérieur privé à but lucratif](#) au sein de la Commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale, groupe de travail sur un label à l'initiative du MESR, recommandations du Hcéres, tribunes médiatiques de la Cefdg ou de grands groupes comme Galileo ou encore position de France Universités. Et justement l'association des directeurs généraux des services (ADGS) organisait cette semaine un débat sur « L'Enseignement supérieur privé : concurrence ou complémentarité avec l'enseignement supérieur public ? » au Collège de France.



Le débat réunissait Julien Jacqmin, professeur associé à Neoma BS, Martine Depas, banquière spécialiste des investissements dans l'enseignement supérieur privé, Stéphane Braconnier, président de l'université Paris-II Panthéon-Assas, Lynne Franjé, directrice du département d'évaluation des formations du Hcéres, José Milano, président d'Omnes Education, Gérard Pignault, vice-président de la Fesic et directeur de CPE Lyon et Martin Hirsch, vice-président de Galileo sous la houlette de Jean-Michel Catin, l'ancien directeur de la rédaction de l'AEF.

Une professionnalisation portée par le privé. « L'enseignement supérieur privé est un marché. Je crois que tout le monde est d'accord sur ce sujet. Mais un marché où l'offre l'emporte sur la demande », pose l'ancien président de Dauphine, Laurent Batsch, en amont du débat du Collège de France, qui a publié cette année avec la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol) une étude [sur L'enseignement supérieur privé en France](#). Et de citer ce dirigeant d'un groupe d'enseignement supérieur privé qui estimait que « l'étudiant c'est comme le béton, quand il est posé il ne bouge plus » (la durée moyenne de rétention des étudiants dans l'enseignement supérieur privé est en fait passée de 3,5 à 2,5 ans depuis 2018) tout en suggérant que « l'enseignement supérieur privé soit un bien de consommation comme un autre, avec les mêmes contraintes ».

Dans son étude Laurent Batsch met également en avant l'apport de l'enseignement supérieur privé à la démocratisation de l'enseignement supérieur, tout en regrettant que celui-ci réclame souvent le « monopole de la professionnalisation ». Ce que réfute Martin Hirsch, vice-président de Galileo : « Nous n'en avons pas le monopole bien sûr mais il n'en est pas moins vrai que l'enseignement supérieur public est bien moins professionnalisant que dans d'autres pays et c'est pour cela que l'enseignement supérieur privé s'est emparé du sujet. Il faut pouvoir commencer par des études académiques et continuer sur un cursus professionnalisant et vice-versa ». Un sujet sur lequel le président exécutif d'Omnes Education, José Milano, abonde en mettant aussi l'accent sur la rapidité de réaction de l'enseignement supérieur privé : « Nous avons un besoin urgent de formation pour les entreprises. Je le dis aux collectivités locales : si vous voulez établir une école d'ingénieurs chez vous il va vous falloir cinq ans alors que nous pouvons lancer des bachelors très vite pour répondre aux demandes de vos entreprises ».

Une logique de complémentarité. Loin d'opposer public et privé Stéphane Braconnier, président de l'université Paris-II Panthéon-Assas qui a créé un EPE (établissement public expérimental) avec quatre écoles privées, estime que « le sujet de la concurrence est derrière nous car l'enseignement

AU SOMMAIRE

Écoles de management

Écoles d'ingénieurs

Universités

Entretien

Macha Woronoff (Université de Franche-Comté)

Classements

Classements de Shanghai par disciplines : qui s'impose pour la France ?

Concours

Le concours Avenir s'organise par rapport aux évolutions du bac

Concours

Concours Mines-télécom 2024 : simplification et soutien au boursiers

Repères

Monmaster : plus de 200 000 candidats en 2023



HEADway
Quality & Accreditation

Webinar

Commonly-mentioned standards: insights for your next report
(in English)

[Register here](#)

Thursday
December 7, 2023
12:15 pm CET
(Paris time)

headway-advisory.com

Marie Cordelle
Senior Accreditation & Member Services Manager
AACSB

Melanie Costant
Manager HEADway Q&A

supérieur public est incapable de répondre à la demande ». Au contraire il évoque une « logique de complémentarité entre des universités, qui n'ont rien à envier à l'enseignement supérieur privé dans une logique de professionnalisation, et des partenaires spécialisés comme le CFJ ou l'Efrei » tout en regrettant le paradoxe d'un « enseignement supérieur privé qui peut avoir l'air d'être meilleur car il est payant par rapport à un enseignement supérieur public gratuit et d'excellente qualité ».

« Le débat sur la différence académique / professionnalisation est dépassé. Nous faisons forcément les deux », insiste de son côté Gérard Pignault, vice-président de la Fesic et directeur de CPE Lyon qui regrette la « difficulté que nous avons en France à avancer vite. L'idée prône chez nous l'action. Ce n'est pas faux que l'enseignement supérieur public a eu des problèmes de lenteur, même s'il y a beaucoup de progrès, tant la régulation est parfois excessive avec notamment la difficulté de créer des postes. Nous sommes complémentaires avec le public. Il faut choisir qui sont nos compétiteurs ».

Une logique économique. « Nous ne sommes pas dans une logique de rentabilité. Tous nos revenus sont réinvestis dans l'entreprise », assure Martin Hirsch dans une logique que remet en cause Julien Jacqmin, professeur associé à Neoma BS et auteur de plusieurs tribunes sur le sujet : « Effectivement il s'agit de réinvestir dans les établissements possédés par des fonds mais pour revendre l'entreprise plus cher quelques années après ». « Il y a quinze ans, en 2008, personne n'imaginait qu'il y avait un marché quand Studialis s'est implantée en France avec nous », souligne Martine Depas, la spécialiste française des investissements dans l'enseignement supérieur privé qui travaille beaucoup aujourd'hui sur la création de formations très professionnalisantes pour des chômeurs pour répondre aux besoins des secteurs en tension : « Le secteur a un pourcentage de croissance important avec quatre groupes français leaders européens et un développement nécessaire du long life learning auquel ils commencent à s'intéresser ».

Dans son étude Laurent Batsch explique que la spécificité des coûts dans l'enseignement supérieur est qu'ils « sont indépendants du nombre d'étudiants inscrits à partir d'un certain seuil » puisqu'ils sont « couverts par un niveau plancher de recrutement, au-delà duquel tout nouveau client n'entraîne pas de coût marginal ». Les frais de scolarité de l'étudiant supplémentaire représentent donc « presque intégralement une marge nette ».

Si ce modèle économique de coût fixe est un modèle vertueux en termes financiers, le « biais naturel d'un établissement fondé sur ce modèle est de faire du volume ». Et Laurent Batsch d'établir : « Le rapport de la marge au montant investi, la rentabilité (résultat/actif) est donc potentiellement très élevée. C'est pourquoi il a retenu l'intérêt des investisseurs ». D'autant qu'en termes de trésorerie, la gestion financière des écoles « présente la particularité de percevoir les frais de scolarité en début d'exercice (quand ils ne sont pas réglés en plusieurs acomptes) et de disposer ainsi d'une avance de trésorerie importante ». Une avance qui dispense beaucoup d'entre elles de recourir à l'emprunt.

Résultat les prix de transaction des écoles privées ont grimpé selon lui jusqu'à atteindre 20 fois l'EBIT de l'école (solde proche du résultat d'exploitation) ou 15 fois l'EBITDA... Qu'il faut rembourser... Dans le cas de l'achat par des fonds c'est en revendant l'entreprise. « Pour doubler la valeur de sa mise dans un temps moyen de 5 à 7 ans, l'entreprise acquise doit dégager une rentabilité annuelle de 10 % à 15 % », signifie Laurent Batsch dans son étude.

La manne de l'apprentissage. On le sait l'enseignement supérieur privé a beaucoup profité de la montée en puissance des financements de l'apprentissage. Enseignement supérieur : l'alternance est-elle en train de s'imposer comme le mode de formation dominant ? s'interroge même Olivier Guyotot, enseignant-chercheur à l'Insec Grande école, dans The Conversation. « L'émergence de l'alternance dans l'enseignement supérieur conduit à faire en sorte qu'un jeune a les mêmes conditions économiques dans les formations académiques et professionnalisantes », signifie Martin Hirsch pendant que José Milano souligne que « l'enseignement supérieur privé donne grâce à l'alternance leur chance à des étudiants, souvent issus de l'immigration, qui n'auraient pas leur chance d'intégrer l'enseignement supérieur sans nous ». Et de remarquer que le « fonctionnement de l'apprentissage est très régulé avec 62% de demandes des renouvellements refusées par France Compétences cette année. Par ailleurs les niveaux de prise en charge (NPEC) sont très différents selon les établissements mais sans incitation à une meilleure gestion ». Sans oublier que le financement n'est pas réduit à celui de France Compétences puisque les entreprises payent souvent du « reste à charge ».

Une étude du ministère du Travail sera publiée prochainement pour établir la plus-value ou non de l'apprentissage dans les formations. « Nous ne savons pas aujourd'hui si l'apprentissage a joué le rôle de piédestal promis », s'interroge Julien Jacqmin quand José Milano met en exergue le coût élevé des enquêtes sur le placement des diplômés pour répondre aux attentes du RNCP (Répertoire national des certifications professionnelles) de France Compétences.

Quelles règles pour un futur label ? « L'enseignement supérieur privé manque de lisibilité, notamment pour les familles et les futurs jeunes étudiants en formation initiale, qui ont besoin d'accompagnement, de suivi et d'une pédagogie adaptée à leur profil », établissait le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à la rentrée. D'où l'idée de mettre en place un label de qualité reconnaissant spécifiquement les formations qui sont « adaptées aux jeunes étudiants, en termes de pédagogie et d'accompagnement de leur parcours académique et de construction de leur projet professionnel ». Les étudiants sont parfois pris dans un hold-up, incapables de repartir en arrière après avoir été recrutés sur une promesse de qualité qu'ils ne retrouvent pas toujours dans l'enseignement supérieur privé lucratif », stigmatise Julien Jacqmin.

Aujourd'hui les règles de création d'un établissement supérieur privé sont très lâches en France. « Face à la massification l'État a favorisé la montée en puissance de nouveaux acteurs privés sans imposer trop de règles », remarque Julien Jacqmin. Une situation qu'analyse ainsi Stéphane Braconnier : « La liberté de commerce et d'industrie est protégée constitutionnellement en France d'où parfois une porte ouverte à des acteurs médiocres dans un modèle d'auto-régulation. Faut-il aller vers une régulation exogène de l'enseignement supérieur privé ? ». Faut-il donc demander aux établissements d'obtenir une autorisation préalable d'installation ? « Aux Etats-Unis c'est de nouveau le cas aujourd'hui après les années laxistes de l'ère Trump en s'appuyant sur la capacité de donner un emploi aux diplômés »,

LA PERSONNALITE



Gilbert Cette, 67 ans, professeur de Neoma Business School, a été nommé président du Conseil d'Orientation des Retraites en remplacement du très contesté Pierre-Louis Bras. Économiste passé par Aix-Marseille Université puis par la Banque de France, il préside le groupe d'experts du SLMIC depuis 2017. Il avait rejoint le corps professoral de Neoma en 2022,

ELLES/ILS BOUGENT...



Thierry Andrieu a été nommé directeur des Relations entreprises de TBS Education. Depuis douze ans il travaillait pour Excelia à La Rochelle dont il était jusqu'ici directeur de la formation professionnelle et directeur des partenariats entreprises. Auparavant il avait exercé pendant 20 ans dans le secteur banque-assurance, dans trois régions françaises, en charge du marché des entreprises et de directions d'agences



Maria Giuseppina Bruna a été nommée directrice de la Recherche, de la valorisation et de l'impact de l'IPAG Business School. Elle siège au comité de direction de l'établissement. Titulaire d'un doctorat en Sociologie des organisations et d'une Habilitation à diriger les recherches en Sciences de gestion de l'Université Paris-Dauphine-PSL, Maria Giuseppina Bruna est engagée dans le champ social, spécialiste de la RSE, de la prospective des organisations et du management inclusif. Elle a fondé en 2016 et dirige depuis la Chaire IPAG « Entreprise Inclusive », plateforme partenariale interdisciplinaire centrée sur les enjeux de l'inclusion sociale, de la soutenabilité globale, de l'agilité organisationnelle et de la résilience au travail.



André Boyer est nommé directeur de la Faculté de l'IPAG Business School. Docteur et agrégé en Sciences de Gestion, professeur émérite de l'Université Côte d'Azur, où il enseigne depuis 1972, André Boyer, après avoir dirigé le campus de Nice de l'institution pendant 5 ans. Il a par ailleurs été directeur général de l'IECS à Strasbourg entre 1991 et 1995, école dont la fusion avec l'IAE a donné naissance à l'EM Strasbourg en 2007.

Spécialiste du marketing et de la gestion

signale Julien Jacqmin.

Plusieurs critères pourraient être considérés pour créer ce nouveau label, « *de manière complémentaire et cohérente avec les labels existants portés par l'État, et sans redondance avec des éléments déjà évalués* » :

- le temps consacré à l'accompagnement de l'étudiant et la construction de son projet professionnel ;
- l'acquisition de compétences transversales ;
- la stabilité de la gouvernance de l'établissement et d'une partie au moins de l'équipe pédagogique ;
- la transparence sur les conditions d'admission, notamment sur les droits d'inscription.

La définition de ce label et de ces critères va se poursuivre dans les prochains mois avec l'ensemble des acteurs et des ministères concernés, en associant également des représentants des étudiants et de leurs familles. « *Il faudrait assurer un minimum de formation pédagogique aux enseignants que nous recrutons et surtout une ossature académique stable* », demande Martin Hirsch qui considère qu'il faut « *aller au-delà de la seule satisfaction des étudiants* ». « *C'est essentiellement la qualité de l'employabilité qu'établit le RNCP mais pas la qualité pédagogique avec le risque d'induire en erreur les familles quand un établissement se dit reconnu par l'État alors qu'il n'est qu'au RNCP* », se désole Lynne Franjé, directrice du département d'évaluation des formations du Hcéres, quelque peu inquiète également de voir « *se mettre en place un énième label alors que les labels existants ne sont pas compris par tous* ».

« *Ce sont les établissements qui demanderont à obtenir ce label et travailleront pour cela avec organismes de certification dont le Hcéres (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur)* », promet la ministre qui espère remettre les premiers labels en 2024. Sous la houlette du Hcéres ? Celui-ci évalue déjà un certain nombre d'établissements privés : établissements d'enseignement supérieur privé d'intérêt général (EESPIG) mais aussi les établissements d'enseignement supérieur consulaire (EESC) ou des écoles privées si elles le demandent. Avant son départ pour l'Institut polytechnique de Paris Thierry Coulhon, son président, avait évoqué la création d'un « *Qualiopi+* ». A suivre...

Olivier Rollot (@Orollot)

- ▶ Posant des questions très incisives en amont mais beaucoup plus consensuelle lors de ses auditions auxquelles sont conviés tous les acteurs institutionnels de l'enseignement supérieur, mais aussi l'Etudiant et Studyrama, la [mission d'information sur l'enseignement supérieur privé à but lucratif](#) a pour objectif de « *dresser un état des lieux de ce secteur dynamique qui, tout en recouvrant des réalités très diverses répondant à une grande variété de statuts, connaît ces dernières années une croissance importante et soulève un certain nombre de légitimes interrogations* ». La mission d'information présentera une « *analyse des causes de l'attractivité des établissements d'enseignement supérieur privé lucratif et de leur développement, abordera les enjeux de lisibilité et de qualité de l'offre de formation de ces établissements et s'interrogera sur les modalités de leur fonctionnement et de leur financement, notamment au regard d'éventuels* »

ENTRETIEN

« La première responsabilité de l'université de Franche-Comté, c'est de proposer une insertion professionnelle de premier plan et des conditions de travail les plus confortables aux étudiants »

L'université de Franche-Comté fête cette année ses 600 ans. Pluridisciplinaire elle occupe une place centrale dans l'enseignement supérieur de sa région nous explique sa présidente, Macha Woronoff, très impliquée dans les réformes des études de santé comme de professorat.



Olivier Rollot : Comment définiriez-vous l'identité de l'université de Franche-Comté ?

Macha Woronoff : L'université de Franche-Comté est une université pluriséculaire - nous fêtons cette année les 600 ans de l'uFC et publions deux livres pour présenter son histoire - et pluridisciplinaire qui compte 27 000 étudiants et apprenants. Le centre de linguistique appliquée (CLA), notre centre de formation en français langues étrangères (FLE) est l'un des plus anciens de France.

des organisations, il est l'auteur de plusieurs ouvrages et de nombreux articles dans des revues classées sur le sujet. a publié plusieurs ouvrages et dirigé de nombreuses thèses sur ces thématiques.



Carole Deumié a été élue présidente de Conférence des grandes écoles de Paca, à l'issue de l'assemblée générale du 26 octobre 2023 qui l'a rebaptisée Grandes écoles région Sud. La directrice de Centrale Méditerranée succède à Rostane Mehdi, directeur de Sciences Po Aix, qui occupait cette présidence depuis 2018.



Arnaud Fournier, 41 ans, a été nommé directeur Marketing et Communication d'Audencia dans le cadre de la fusion des directions Marketing et stratégie de marque et Communication d'Audencia. Arnaud Fournier occupait depuis 2022 la fonction de directeur adjoint de la direction Marketing et stratégie de marque. Recruté en 2018 à Audencia en tant que responsable digital au sein de la direction Communication, il a passé auparavant 6 ans au sein de l'agence de communication KelCom, en tant que manager du département digital avant d'être nommé directeur des opérations. Titulaire d'un MBA en Marketing (OMNES Education), il avait commencé sa carrière dans l'entrepreneuriat dans le secteur immobilier en 2008. (Photo © F. Sénard / Audencia)



Marc Gibiat, 57 ans, aujourd'hui directeur des Bachelors et BBA à Audencia a également été nommé directeur Commercial et admissions dans l'attente de la finalisation du recrutement d'un nouveau directeur. La direction Commerciale et admissions d'Audencia regroupe dorénavant dans une seule et même entité l'ensemble des activités de recrutement de l'école en matière de formation initiale, en France et à l'étranger.

Titulaire d'un DEA en sciences de gestion, d'un diplôme de Sciences Po Grenoble et d'une maîtrise en sciences économiques, Marc Gibiat a commencé son parcours à l'ESC Chambéry-Savoie en 1991, où il a finalement été directeur général adjoint. Il a ensuite rejoint Sup de Co La Rochelle en 2005 en tant que directeur du programme Grande école durant 6 ans puis assuré la même fonction pendant 2 ans au sein de Burgundy School of Business (BSB), jusqu'en 2013, avant de revenir à La Rochelle en tant que directeur de La Rochelle Tourism & Hospitality School (Excelia) l'année suivante. C'est en 2019 qu'il a rejoint Audencia en tant que directeur Bachelor et Mastères Spécialisé. Il se consacrait au périmètre Bachelors et BBA depuis février 2023. (Photo © F. Sénard / Audencia)

Notre première responsabilité, c'est à la fois de proposer une insertion professionnelle de premier plan et des conditions de travail les plus confortables possibles à nos étudiants.

Notre deuxième enjeu est de réaliser une recherche d'excellence qui produit des innovations de rupture pour faciliter la vie des uns et des autres. Notre recherche est de niveau mondial, en particulier dans les sciences de l'ingénieur avec le laboratoire Femto-ST et ses sept départements en énergie, optique, mécanique...

Notre troisième mission est de développer un territoire auquel nous apportons de la richesse. 1 euro dépensé dans notre université, c'est 4 euros en retour pour notre territoire ! C'est vraiment dommage que l'on considère toujours l'université comme une dépense alors que c'est un bien commun pour la société. Nous sommes aussi des acteurs économiques !

O. R : Il est vrai qu'on met parfois en cause la moindre insertion professionnelle de vos diplômés.

M. W : Mais qui forme les médecins, les dentistes, les sage femmes, les magistrats ? C'est bien l'université ! Sans parler de tous les autres métiers auxquels nous formons sans être les seuls. C'est une grande frustration pour nous d'être dans un pays qui a du mal à voir la valeur des diplômés au-delà des classes préparatoires aux grandes écoles.

O. R : Cette moindre considération est-elle corrélée cette année avec un défaut de financement de certaines mesures prises plus largement par l'État pour ses personnels et qui ne sont pas compensées ?

M. W : Nous disons « décideurs payeurs » après deux années successives de non-compensation par l'État, dont nous sommes opérateurs, de mesures prises par ce même État. Si l'État veut que nous assurions nos missions, il faut se pencher sur la manière d'y répondre. Si on nous demande d'être dans les premières nations du monde, cela ne peut pas se faire avec des bouts de ficelle.

On nous demande de recruter tous les étudiants – ce sont les rectorats qui fixent le nombre – sans nous en donner les moyens. Nous avons par exemple multiplié par quatre le nombre d'étudiants en médecine en vingt ans mais pas par quatre le nombre de professeurs qui les forment. La société prend bien moins soin des étudiants des universités publiques qu'elle ne le fait des CPGE et des grandes écoles.

O. R : La concurrence de nouveaux acteurs privés, qui se développent notamment grâce à l'apprentissage, vous touche-t-elle ?

M. W : Nous voulons pouvoir former nos étudiants le mieux possible. C'est tout. Nous ne nous sentons pas en concurrence. Il faut que les étudiants soient guidés dans leur choix par la qualité de la formation et de son rayonnement international. Ce qui signifie également que nous devons être vigilants à ne pas laisser des établissements prendre le nom d'université sans en avoir aucun attribut. Un paradoxe qui vogue sur le manque de vigilance de l'État pour défendre le service public.

O. R : Des projets de réforme sont en cours pour des formations que vous délivrez. La formation des professeurs pourrait évoluer et les Institut nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation (Inspé) évoluer. Qu'en dites-vous ?

M. W : On parle effectivement déjà d'une nouvelle évolution alors que la précédente réforme n'a que quatre ans de vie. Faut-il entrer en formation pour devenir professeur dès la licence ou toujours en master comme aujourd'hui ? Peut-on recevoir des étudiants déterminés dès le bac à choisir une majeure disciplinaire éducation ?

O. R : Cela pourrait-il se faire dans l'esprit des licences accès santé (L.AS), avec une majeure généraliste et une mineure éducation ?

M. W : C'est une hypothèse à suivre.

O. R : Et justement là aussi les L.AS, ou du moins certaines d'entre elles, sont remises en cause par la Conférence des doyens de médecine. Quel regard jetez-vous sur ce dispositif qui n'a encore que trois ans et que la Cour des Comptes évalue en ce moment ?

M. W : Pour moi c'est incroyablement positif qu'on ait ainsi plus d'étudiants qui trouvent une orientation après deux ans.

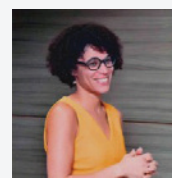
Nous recevons beaucoup d'étudiants « diesel » qui ont du mal à apprendre faute de méthodologie. Mais aussi de très bons étudiants qui n'ont jamais vraiment travaillé pour réussir et ont besoin de comprendre comment améliorer leur apprentissage. Qui doivent apprendre à être autonomes, à gérer leur stress. A tous ceux-là, ces deux années de L.AS donnent deux chances d'intégrer l'une des 5 filières de santé MMOPK (Maïeutique, Médecine, Odontologie, Pharmacie et Kinésithérapie). Et s'ils n'y parviennent pas, ils n'ont pas perdu deux ans car ils ont aussi acquis d'autres connaissances.

Le très gros problème c'est que la disparition du redoublement, en PASS comme en L.AS, est souvent incomprise. Mais il faut pouvoir se diriger vers des études très exigeantes pendant dix ans avec un internat de quatre ou cinq ans très éprouvant. Il faut pour cela, à nos étudiants, faire preuve d'une solidité mentale pendant très longtemps quand ils voient leurs amis quitter la vie universitaire après leur master.

O. R : La Conférence des doyens de médecine semble considérer qu'il faudrait se concentrer sur quelques L.AS « logiques » dans l'apprentissage de la médecine : biologie, chimie, physique mais pas droit ou gestion.

M. W : Je ne suis pas d'accord avec la conférence : c'est très intéressant de recevoir en médecine des étudiants qui ont acquis une compréhension du droit ou de la philosophie.

O. R : Vous parlez beaucoup de pédagogie et ce n'est pas par hasard. L'université de Franche-Comté est depuis longtemps en pointe à ce sujet.



Lydie Genin a été nommée directrice du campus de Nice de l'IPAG Business School, après avoir dirigé pendant 3 ans son Programme Grande école. Ancienne sportive de haut niveau, elle est titulaire d'un master en Sciences Humaines de l'Université Côte d'Azur.



Gaëlle Coutant a été nommée directrice de la communication de Mines Paris – PSL. Elle était jusqu'ici directrice de la communication de l'Établissement public d'aménagement Paris-après l'avoir été Sciences Po Paris. (2001-2007). Elle est diplômée Sciences Po (relations internationales) et titulaire d'une maîtrise de langue et civilisation anglaise de l'université de Saint-Thomas.



Hélène Maubert, 50 ans, a été directrice Finances et Opérations d'Audencia. Elle succède à Matthieu Rajjou qui a occupé précédemment cette fonction de 2020 à juin

2023. Hélène Maubert est titulaire d'une maîtrise de gestion de l'Université de Nantes suivie d'un DESS de Gestion Publique de l'Université de Paris Dauphine. Elle a débuté sa carrière au sein de KPMG dans la branche Conseil, puis a poursuivi sa carrière chez Réseau Ferré de France puis Nantes Métropole Aménagement, Société Publique Locale dans laquelle elle a accompagné la réalisation de projets d'aménagement urbain, de construction et de gestion immobilière. (Photo © F. Sénard / Audencia)

▶ Les biographies des présidents d'université, directeurs de Grandes écoles et principaux responsables politiques de l'enseignement supérieur sont à consulter sur le [blog d'HEADway](#).



LES RECRUTEMENTS EN COURS

HEADway People est la branche dédiée à la chasse de tête académique et managériale d'HEADway Advisory.

Chaque semaine retrouvez une sélection de nos recrutements en cours ici et consultez notre site pour voir toutes nos offres.

Responsable académique, enseignant F/H
LCB_RAE

Headway People, cabinet de recrutement spécialisé dans les métiers de l'enseignement supérieur, la recherche et la formation recrute pour Le Cordon Bleu Grande Ecole d'art culinaire, un/une :

Responsable académique, enseignant F/H
Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

M. W : L'université de Franche-Comté a créé un centre de télé-enseignement universitaire en 1965 et est passée depuis de l'enseignement d'une licence en histoire à 18 départements différents. Il y a vingt ans, a été créée une cellule consacrée à la pédagogie qui est devenue le Service universitaire de pédagogie pour les formations et la certification (SUP-FC). Notre Centre d'accompagnement pédagogique (CAP) dispense ses conseils en ingénierie pédagogique mais aussi des formations, des ateliers et dispose de ressources matérielles. Et cela passe par beaucoup d'innovations pédagogiques sur l'approche par problème et projet, l'approche compétences, le développement du numérique, etc.

Nous travaillons pour obtenir des financements pour notre programme « Être étudiant ça s'apprend ! » destiné aux primo-entrants. Avec la Comue UBFC nous avons déjà remporté un NCU (Nouveaux Coursus à l'Université) avec le Programme Hybride d'Aide à la Réussite des étudiants » (Phare) qui permet de développer des outils mis à la disposition des enseignants et des étudiants pour notamment se réorienter en cours de première année. Il faut aller chercher ceux qui pourraient abandonner trop vite !

Tous ces outils sont également destinés à mieux impliquer les étudiants dans leur processus d'apprentissage : comment faire pour qu'un étudiant retienne ce qu'on lui a enseigné ? Retient-on mieux avec les nouveaux outils pédagogiques ? Aujourd'hui les nouveaux maîtres de conférence apprennent à utiliser ces nouveaux outils de formation. Mais l'enjeu est maintenant de pouvoir embaucher plus d'ingénieurs pédagogiques et acquérir plus de licences de logiciels comme Médicamenter, Wooclap et Moodle bien sûr.

O. R : La réussite des étudiants en difficulté passe souvent par un enseignement de proximité. L'université est-elle implantée dans toute la région Franche-Comté au-delà de Besançon ?

M. W : A Besançon nous possédons trois grands campus : un en centre-ville, un au CHU et un à la Bouloie ; et nous sommes également implantés à Belfort, Montbéliard, Vesoul, Lons-Le-Saunier et venons d'ouvrir deux départements d'UT à Dole où a d'ailleurs été créée l'université en 1423. Il y a parfois un environnement économique qui rend difficile pour les étudiants de venir jusqu'à Besançon ou Belfort. En ouvrant ces campus nous voulons permettre à des jeunes, qui ne pensent pas forcément avoir leur chance de réussite dans l'enseignement supérieur à l'université, d'oser penser l'université.

Dans toutes ces villes, nous délivrons des formations de bonne qualité tout en chouchoutant nos étudiants. Pour cela, nous bénéficions de nombreuses aides des collectivités locales.

Responsable juridique et relations sociales H/F

ESCP_RJRS

Headway People, cabinet de recrutement spécialisé dans les métiers de l'enseignement supérieur, la recherche et la formation recrute pour l'ESCP Paris un/une :

Responsable juridique et relations sociales H/F

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

Responsable accréditations groupe H/F

Excelia_RAG

Headway People, cabinet de recrutement spécialisé dans les métiers de l'enseignement supérieur, la recherche et la formation recrute pour Excelia Group, grande école de management située à La Rochelle, Paris et Tours un/une :

Responsable accréditations groupe H/F

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)



Consultez l'ensemble de nos offres sur notre site

<https://headway-people.com/fr/>

Un projet de recrutement ?

Discutons-en recrutement@headway-advisory.com

UNIVERSITES

Université de Lorraine : un « positionnement clair et cohérent » pour le Hcéres

« L'Université de Lorraine affiche et sait faire partager un positionnement clair et cohérent. », elle « a su construire des partenariats institutionnels stratégiques de qualité au service du projet de l'I-Site LUE », « maintenir une recherche de haut niveau sur des thématiques stratégiques » et « une recherche de haut niveau sur des thématiques stratégiques » et des « partenariats forts avec le monde socio-économique ». Le Hcéres (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) n'est pas avare compliments dans son [Rapport sur l'université de Lorraine](#).

Pendant de cette réussite ses faiblesses sont essentiellement un développement centré sur l'I-Site et les autres programmes du PIA qui a pour conséquence une « double fragilité : un défaut d'articulation, voire une tension entre la politique scientifique de l'université et celle que porte l'I-Site LUE ; un risque de marginalisation des équipes scientifiques et des domaines de recherche insuffisamment impliqués dans LUE en particulier les sciences humaines et sociales (SHS) et les mathématiques ». Résultat également de cette focalisation : « La formation n'a pas fait l'objet d'une attention particulière, priorité ayant été donnée à la recherche pour consolider l'I-Site LUE ». Enfin « la participation des étudiants à la gouvernance de l'établissement est faible et leur sentiment d'appartenance à l'Université de Lorraine semble ténu ».

➔ APPRENTISSAGE : ON NE TOUCHE PAS AUX AIDES !

Le gouvernement a écarté un amendement qui ambitionnait de restreindre les aides à l'apprentissage pour réaliser 700 millions d'euros d'économies. Un amendement auquel Bercy était pourtant favorable sur le principe. Mais le gouvernement ne veut pas toucher à cette réforme indispensable pour atteindre le plein-emploi explique [Le Monde](#). Un sujet d'autant plus important pour l'enseignement supérieur que, comme s'interroge Olivier Guyotot, enseignant-chercheur à l'Insee Grande école, dans The Conversation : [Enseignement supérieur : l'alternance est-elle en train de s'imposer comme le mode de formation dominant ?](#)

➔ Aix-Marseille Université valorise la recherche avec un blog



Son nom est [Infuse](#), un blog média en ligne destiné à « valoriser et vulgariser les travaux de recherches menés au sein de l'ensemble de l'université Aix-Marseille » qui se compose de quatre grandes thématiques :

- Talents, pour mettre en lumière celles et ceux qui font la recherche à l'université
- Découvertes, pour se tenir informés des dernières avancées en matière de recherche



- A la loupe, pour faire des focus sur des entités parfois méconnues (structures, lieux, événements, équipements, etc.)
- Société, pour découvrir le point de vue des scientifiques sur les sujets de société

Chacune de ces grandes thématiques accueillera des contenus aux formats variés : articles, vidéos ou encore podcast. Une première série de podcasts, « Dans les pas d'Archimède » est ainsi mise en ligne dès le lancement du site et reviendra sur la genèse des découvertes scientifiques.

➔ QUE VEULENT LES DIPLOMES ? LES REPONSES DU NEWGEN TALENT DE L'EDHEC



Dans un contexte de pénurie de talents, les jeunes diplômés n'ont jamais été aussi convoités quels que soient les secteurs, les fonctions, les tailles et les types de structure. Cette situation inédite, appelée à durer jusqu'en 2030 compte tenu des

En bref...

- **L'Université Paris-Saclay** lance sa nouvelle Fondation partenariale qui sera dirigée Patrick Duvaut pour les quatre ans à venir.
- [Enseignement supérieur en Bourgogne Franche-Comté : la Comue termine sa mue](#) (Le Progrès) : Le futur EPE aura pour fondateurs l'Université de Franche-Comté (UFC), l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM), SupMicrotech-ENSMM, l'Institut Agro Dijon (IAD) et l'ENSAM campus de Cluny.
- [Violences sexuelles à Sciences Po : des étudiants reprochent son laxisme à la direction](#) (AEF pour Challenges)
- Frédéric Miranville a été débouté une deuxième fois par le Conseil d'État de son recours visant à faire annuler sa suspension de sa fonction de président de **l'université de La Réunion**, signifiée le 6 octobre par arrêté ministériel. Selon les éléments cités par la décision du Conseil d'État en date du 10 novembre, Frédéric Miranville avance que sa suspension discrétionnaire compromettrait le fonctionnement normal de l'université, sans être justifiée par l'intérêt du service public. Il estime même qu'au regard du droit, le ministère de l'Enseignement supérieur n'est pas compétent pour le démettre de ses fonctions.
- Dans le cadre de l'édition 2023 de la semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées du 20 au 24 novembre, **l'Université de Strasbourg** invite ses personnels à participer à plusieurs événements d'information, de sensibilisation et de prévention. Au programme : ateliers d'accessibilité numérique, table ronde, expériences immersives et sensorielles, jeux et formations.
- La Société Elogen, leader français de l'électrolyse PEM pour la production d'hydrogène vert -, le CNRS et **l'Université Paris-Saclay** ont signé une convention de partenariat actant la création d'un laboratoire commun de recherche.
- L'impact de l'intelligence artificielle (IA) à l'Université telle est la thématique du cycle de rendez-vous organisé par **l'Université Le Havre Normandie**. L'ensemble de la communauté universitaire et le grand public sont invités à participer à ces rendez-vous prévus sur les mois de novembre et décembre afin d'échanger et partager leur expérience autour du vaste sujet que constitue l'IA.
- La Chaire industrielle REVIDA pour les maladies infectieuses respiratoires, portée par la chercheuse Sophie Trouillet-Assant (UCBL/HCL), a officiellement été lancée par **l'Université Claude Bernard Lyon 1**, les Hospices Civils de Lyon et bioMérieux, avec le soutien de l'Agence nationale de la recherche. Elle doit permettre de « renforcer la capacité des systèmes de santé à faire face à l'émergence de nouvelles maladies respiratoires ».

REPERES

Monmaster : plus de 200 000 candidats en 2023

À la fin de la phase de candidature, le 20 avril 2023, 209 300 candidats ont confirmé au moins une candidature sur la plateforme Monmaster selon une [note](#) du SIES. Des candidats qui ont, en moyenne, demandé 9,3 formations de master, dont 8,1 formations sous statut étudiant et 1,2 formation en alternance. D'autres chiffres marquants :

- deux tiers des candidats sont des femmes (en 2021, on comptait 61 % de femmes parmi les diplômés de master) ;
- la moitié a 21 ou 22 ans ;
- deux tiers étaient inscrits en 3^{ème} année de licence générale ou professionnelle en 2022 ;
- un tiers bénéficient d'une bourse d'études.

Les disciplines dans lesquelles le plus de candidats ont fait au moins une candidature sont les sciences humaines et sociales (30%), l'économie, gestion et AES (28%) et les sciences fondamentales et appliquées (28%). Les étudiants ayant confirmé une candidature en lettres, langues et arts, et ceux en ayant validé une en SHS ont fait en moyenne respectivement 8,5 et 9,5 candidatures, soit le plus faible nombre moyen de demandes. Les candidats avec au moins une demande confirmée en droit et sciences politiques sont ceux avec les listes de candidatures les plus longues en moyenne (13,2 candidatures).

Les candidatures dans des formations en alternance sont plus nombreuses chez les candidats ayant postulé en économie, gestion et AES et en sciences fondamentales et appliquées, respectivement 3 et 1,7 candidatures en alternance en moyenne dans leurs listes. Logique puisque ces deux disciplines rassemblent près de 80 % des formations en alternance.

- ▶ Pour la rentrée 2023, la plateforme permettait aux étudiants de choisir entre près de 3 000 DNM regroupés par mention, qui représentent près de 6 400 parcours de master différents. En tenant compte des modalités d'enseignement, la plateforme propose finalement près de 7 700 formations candidatables, dont 13 % sont en alternance, réparties au sein de 115 établissements.
- ▶ Lire aussi [Mon master : premier bilan mitigé pour la nouvelle plate-forme](#) (Le Monde)

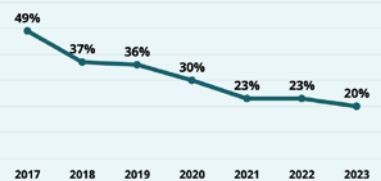
données démographiques, est renforcée par une évolution profonde des aspirations professionnelles des jeunes diplômés et de leur lien au travail rappelle le NewGen Talent de l'Edhec dans l'édition 2023 de son [Baromètre des enjeux du premier emploi](#).

S'y confirment les 3 objectifs de carrière primordiaux de ces futurs diplômés :

- 1/ Acquérir des compétences et se développer personnellement,
- 2/ Contribuer utilement à la société,
- 3/ Travailler dans un environnement international (projets, équipe ou localisation).

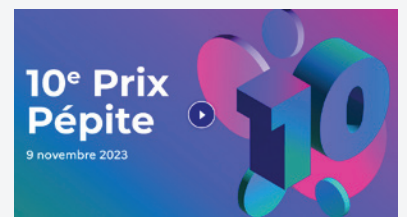
Un environnement international mais pas forcément à l'étranger. Depuis 2017 la préférence pour un premier poste à l'étranger des jeunes diplômés a été réduite de plus de moitié et est ainsi passée de 49 à 20% !

PRÉFÉRENCE POUR UN PREMIER POSTE À L'ÉTRANGER



PRIX PÉPITE : LES LAUREATS 2023

La remise des prix de la 10^{ème} édition du Prix Pépite a eu lieu le 9 novembre. Cette année, les lauréats des 33 Pépite sont répartis en deux catégories : un grand Prix Pépite France, et un prix spécial du jury dédié à la transition écologique. Vous pouvez retrouver les lauréats et revoir la cérémonie de remise des prix à cette adresse : <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/pepite2023>



LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

#43 France

sur 113 pays/régions

Les Français chutent de la 32^{ème} à la 43^{ème} position dans le classement mondial [Indice de Compétences](#) en anglais de EF Education First, derrière l'Espagne et l'Italie. Le baromètre, calculé à partir des résultats des tests de 2,2 millions de personnes dont l'anglais n'est pas la langue maternelle dans 113 pays et régions, révèle un déclin

Les choix de disciplines par les candidats					
Disciplines	Candidats		Nombre moyen de candidatures		
	%	part des femmes (%)	ensemble des formations	statut étudiant	alternance
Droit et sc. politiques	20,4%	69,2%	13,2	12,3	0,9
Economie, gestion et AES	27,6%	58,7%	10,3	7,3	3,0
Lettres, langues, art	16,1%	73,4%	8,5	7,8	0,7
S.H.S.	29,8%	69,8%	9,5	8,5	1,0
Sc. fondamentales et appliquées (dont STAPS)	27,6%	44,7%	10,0	8,3	1,7
Ensemble hors MEEF	90,8%	61,2%	9,4	8,1	1,4
M.E.E.F.	17,6%	71,0%	9,4	9,1	0,3
Ensemble	100%	62,1%	9,3	8,1	1,2

Source : MonMaster, SIES, campagne 2023 - Traitement SIES

CLASSEMENTS

Classements de Shanghai par disciplines : qui s'impose pour la France ?

Dans ses classements thématiques l'année 2023 le Shanghai Ranking célèbre les vertus de nombreuses universités mais aussi de quelques écoles de management françaises. Nous vous présentons ici celles qui entrent dans ces top 30 thématiques.

En mathématiques et sciences naturelles :

- en [mathématiques](#) Paris Saclay perd sa couronne mondiale au profit de Princeton et Sorbonne Université sa 3^{ème} place au profit d'Oxford. Elles sont respectivement classées 2^{ème} et 4^{ème} cette année. 7^{ème} Paris Cité gagne au contraire cinq places quand PSL en perd huit à la 20^{ème} dans ce classement dans lesquelles les universités françaises sont toujours particulièrement aux honneurs ;
- en [physique](#) Paris Saclay est en revanche en forte progression et passant de 9^{ème} à la 3^{ème} place derrière le MIT (Massachusetts Institute of Technology) devant Princeton. PSL reste 10^{ème}, Sorbonne Université 17^{ème} (+1 place de gagnée) et Paris Cité 22^{ème} (+7) ;
- en [sciences de la Terre](#) les universités françaises placent cinq des leurs dans le top 30, de loin leur meilleur score : Paris Cité se classe ainsi 10^{ème}, Sorbonne Université 12^{ème}, l'université Grenoble-Alpes 18^{ème}, Paris-Saclay 20^{ème} et PSL 21^{ème}. L'université du Colorado at Boulder s'impose devant le California Institute of Technology et Columbia ;
- en [écologie](#) l'université de Montpellier gagne une place et approche la première place mondiale encore occupée par Oxford, le top 3 étant complété par l'université du Minnesota ;
- en [océanographie](#) Sorbonne Université et l'Université de Bretagne Occidentale se classent respectivement 4^{ème} et 5^{ème} derrière les universités de Californie San Diego, Washington et Ocean University of China. Paris Cité est 15^{ème}, Toulouse Paul Sabatier 29^{ème} ;
- en [sciences atmosphériques](#) Paris Cité est l'université française la mieux classée à la 14^{ème} place tout juste devant Paris-Saclay et Sorbonne Université. L'université de Washington l'emporte devant celle du Colorado at Boulder et la Nanjing University of Information Science & Technology.

En sciences sociales :

- en [business administration](#) KEDGE Business School est l'école française la plus réputées en se classant 29^{ème}, en progression de 27 places par rapport à 2022. Le podium est occupé par l'université de Leeds devant la Copenhagen business school et Harvard ;
- en management c'est l'Insead qui emmène le drapeau tricolore en se classant 8^{ème} mondiale d'un classement dominé par la Hong Kong Polytechnic University devant la National University of Singapore et Harvard ;
- en économie Toulouse 1 Capitole représentée par la Toulouse School of Economics se classe 19^{ème} et première française dans un classement dominé par l'université de Chicago devant Harvard et le MIT (Massachusetts Institute of Technology) ;
- en finance HEC occupe également la 29^{ème} place synonyme de leader pour la France alors que huit universités américaines trustent le top 10 avec les universités de Chicago, Pennsylvania et Harvard sur le podium ;
- en statistiques Paris Saclay se classe 23^{ème} alors que Harvard, Stanford et l'université de Pennsylvania s'imposent.

En sciences de l'ingénieurs seuls Paris Saclay et l'Institut Agro s'imposent dans des top 30 souvent dominés par des universités chinoises (ils sont respectivement 28^{ème} dans les télécoms et 24^{ème} dans les sciences et [technologie et de l'aliment](#)).

En sciences du vivant :

- en [sciences biologiques](#) Paris Cité est 26^{ème} alors que Harvard, l'université de Californie à San

inquiétant des compétences en anglais chez les jeunes au cours des cinq dernières années et un écart croissant entre les hommes et les femmes. Ainsi, l'anglais des hommes s'améliore (+14 points) et celui des femmes diminue (-19 points depuis 2014). L'écart entre les sexes n'est toutefois pas uniforme, 63 pays atteignant ou frôlant la parité comme en France.

LE POLE LEONARD DE VINCI RECOMPENSE SES DIPLOMES

Le Pôle Léonard de Vinci a organisé sa première cérémonie de ses Alumni Awards qui visent à récompenser les parcours professionnels des diplômés des 3 écoles du Pôle (ESILV, EMLV, IIM) et de son établissement de formation continue (De Vinci Executive Education). Dans ce cadre le Pôle a choisi de décerner huit récompenses avec des catégories qui font écho à la stratégie de l'établissement : l'ouverture internationale, l'entrepreneuriat et l'innovation ainsi que l'engagement sociétal et un prix spécial du jury pour mettre en avant un jeune alumni à la « carrière prometteuse » :

- le prix EMLV de l'Année a été remis à David Perron, Executive Director-Head of trade and working capital chez JP Morgan ;
- le prix ESILV de l'Année à Mathilde Lheureux, CEO de Free2move Esolution ;
- le prix IIM de l'Année à Damien Kieken, Creative Director chez Ubisoft Anney ; le prix Devinci Executive Education de l'Année à Ingrid Dufour, Digital transformation manager chez Bayer ;
- le prix de la Carrière Internationale à Hélène Roth-Bergman, General Manager chez Hermes USA ;
- le prix Entrepreneuriat et Innovation à Antoine Vu Huy Thin, Co-fondateur et CEO d'Atomic Digital Design ;
- le prix de l'engagement sociétal à Marie Van Haecke, Fondatrice et vice-présidente d'Opportunity For Women ;
- le prix Spécial du Jury à Laurène Delsupexhe, Junior Professional in propulsion engineering pour l'Agence spatiale européenne.



Francisco et le MIT occupent le podium ;

- en sciences biologiques humaines Paris Cité est 26ème l'université de Californie à San Francisco menant le peloton devant l'University College London et Harvard ;
- en sciences de l'agriculture l'université de Montpellier occupe la 21ème place alors que ce sont deux universités chinoises (Northwest A&F University et China Agricultural University) qui s'imposent devant la Wageningen University & Research).

En sciences médicales seule Paris Cité entre dans un top 30 que ce soit en [sciences pharmaceutiques](#) (3ème derrière Harvard et UCL) [médecine clinique](#) (19ème) comme en [santé publique](#) (14ème).

CONCOURS

Le concours Avenir s'organise par rapport aux évolutions du bac



Le hall de l'Estaca, l'une des sept écoles du concours Avenir, à Saint-Quentin

Avec plus de 23 000 candidats en 2023, tous processus cumulés, le concours Avenir a vu le nombre de candidatures augmenter en 2023 dans un vivier qu'on sait contraint. Les huit campus d'écoles privés les plus demandés en 2023 sur Parcoursup sont même tous issus des sept écoles du concours : Builders, ECE, EPF, Estaca, Eigs, Esilv et Esigelec. Peu d'évolutions sont prévues en 2024 si ce n'est forcément l'abandon de l'examen des résultats des épreuves de spécialités (EDS) et l'évolution de l'évaluation qui en ressort.

Le bilan 2023. 10 345 candidats se sont présentés en 2023 au concours Avenir sur ses 18 campus, dont un peu plus de 9 000 issus de terminales générales pour les programme ingénieurs (+9,7%) et 850 en bachelors (+9,3%). Seul le nombre de candidats au programme ingénieur issus de terminales STI2D est en baisse mais seulement de 1% (475 candidats). Géographiquement 54% sont originaires d'Ile-de-France. A l'international, ce sont le Maroc, le Liban et la Tunisie qui amènent le plus de candidats (respectivement 162 et un peu plus de 30).

La procédure AvenirPlus (825 places offertes) a attiré quant à elle 7,3% candidats supplémentaires : 6 093 candidats contre 5 676 en 2022.

Concours ingénieurs : le processus de sélection. Dans le processus de sélection du concours ingénieur sont aussi bien pris en compte la moyenne des classes, que la valeur du lycée d'origine (selon leur capacité à former des élèves obtenant des mention bien et très bien), la fiche avenir ou encore les notes du contrôle continu. Les meilleurs dossiers, les « grands classés », sont alors exemptés d'épreuves écrites (99,9% ont finalement une mention bien ou très bien dont 89% une mention très bien). Parmi eux 32% sont des femmes pour seulement 19% chez les étudiants convoqués aux épreuves.

Selon leurs spécialités de terminale les autres candidats sont classés en « violet » (spécialité mathématiques + spécialité scientifique) avec la plupart des candidats soit 8 850, « jaune » (deux spécialités scientifiques mais pas les mathématiques) ou « vert » (spécialité mathématiques + spécialité non scientifique). En 2023 ce sont 87,8% des intégrés qui avaient choisi les spécialités mathématiques et physique. La moyenne au bac des intégrés est in fine de 14,73/20.

Aux écrits – 60% de la note finale - les candidats sont évalués selon leur classe : un candidat ayant suivi la spécialité mathématiques seulement en première sera évalué sur le programme de première. Des candidats qui ne sont pas interclassés : chaque classe a des places réservées. Quant aux étudiants en situation de handicap, ils ont à répondre à un tiers de questions en moins que les autres, « *ce qui pourrait les avantager dans la mesure où ils choisissent leurs questions* » s'interroge le directeur du concours, Alexandre Recchia au vu de leurs résultats meilleurs que ceux des autres candidats.

En 2024 dans Parcoursup il ne sera plus obligé de présenter un « projet de motivation motivé » qui n'était de toute façon pas pris en compte. Si en 2024 les épreuves de spécialité ne seront plus prises en compte au vu nouveau du nouveau calendrier de terminale, ce ne sera pas vraiment un problème tant ces épreuves sont peu discriminantes : en 2023 près de la moitié des candidats du concours avaient eu 20/20 au bac en mathématiques !

En revanche la disparition de la mention des lycées d'origine des candidats, qui est annoncée pour 2025, remettrait en cause toute une partie du processus de sélection hors concours, renforçant forcément le poids des épreuves du concours. « *En plus cela désavantagerait les jeunes filles qui hésitent parfois à se présenter aux épreuves alors qu'elles ont d'excellents résultats* », regrette Alexandre Recchia.

Les nouveautés du concours 2024. En 2024 les candidats passant leurs épreuves à l'étranger (465 en 2023) pourront passer ces épreuves à distance. Cela sera également possible en France pour les candidats en situations de handicap.

Les sujets seront adaptés au nouveau calendrier du bac qui étend le calendrier des enseignements dans le temps. Dans la mesure où les programmes ne seront donc pas finalisés au moment du concours, répondre à seulement 45 questions sur 60 (au choix des candidats) sera suffisant sachant

D'AUTRES SUJETS...

- **L'ISCOM** organise la 4^e édition du Grand Forum de la Communication les 22, 23 et 24 novembre prochains. Organisé à destination des acteurs de la communication, ce rendez-vous annuel réunit des experts et des professionnels du secteur.
- [Gabriel Attal fait état de « résultats inquiétants » des élèves de 4e en français et en mathématiques](#) (Le Monde)
- L'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), le ministère l'Éducation nationale et de la Jeunesse, et le Campus Cyber ont lancé le 13 novembre la campagne nationale « **DemainSpécialisteCyber** » dédiée à la découverte et à la sensibilisation aux métiers Cyber à destination des élèves de collèges et lycées.
- [L'enseignement supérieur privé aime le quartier de La Défense](#) (Le Nouvel Économiste)
- **L'EAC**, école de la culture, du marché de l'art et du luxe, ouvre son troisième campus en France à Nantes pour la rentrée de septembre 2024, s'ajoutant à ceux de Paris et de Lyon.
- **Universum** vient de révéler les noms des [entreprises les plus attractives pour les profils bac+2/3](#).

REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE

Chaque semaine nous scrutons pour vous l'actualité internationale dans les principaux médias consacrés à l'enseignement supérieur : Times Higher Education, The Chronicle of Higher Education, Education Dive, University World News... Notre synthèse de la semaine :

Etats-Unis

- [US hosted over one million international students last year et Int'l students added \\$40bn to US in 2022/23](#) (The PIE News) : Les inscriptions internationales dans les universités américaines ont fortement rebondi au cours de l'année universitaire 2022-23, augmentant de 12 %, soit la plus forte croissance annuelle depuis plus de quatre décennies.
- [In an 'Extraordinarily Unusual' Letter, Israel's President Urges College Leaders to Fight Antisemitism](#) (The Chronicle of Higher Education) : Isaac Herzog, président d'Israël, a envoyé une lettre aux dirigeants des universités américaines, les appelant à exercer un « leadership moral » et à condamner « publiquement et sans équivoque » les attaques du Hamas contre Israël le 7 octobre.
- [Should the Academic Calendar Include More Religious Holidays?](#) (The Chronicle of Higher Education) ; Pendant des décennies, les cours du

qu'en moyenne les candidats répondent à 29 questions dont 20 de façon optimale.

Concours bachelors : moins d'offre. Un candidat sur deux au concours bachelors était également candidat au concours ingénieur en 2023 mais seulement 1% parmi les « grands classés ». « *Il va nous falloir beaucoup d'énergie pour rendre ces bachelors plus attractifs et pas seulement un plan B* », remarque Alexandre Recchia. Une nécessité d'autant plus grande que ces bachelors ne sont pas si populaires que cela : trois bachelors ferment leur porte aux nouveaux candidats en 2024 pour seulement un qui ouvre. Un développement des bachelors obéré par la baisse du vivier d'étudiants formés en mathématiques.

ÉCOLES D'INGÉNIEURS

Le Pôle Léonard de Vinci lance un Institut des crypto-actifs



Selon la définition qu'en donne le ministère de l'Économie les **crypto-actifs** sont des « *actifs virtuels stockés sur un support électronique permettant à une communauté d'utilisateurs les acceptant en paiement de réaliser des transactions sans avoir à recourir à la monnaie légale* ». Le Pôle Léonard de Vinci vient d'inaugurer son deuxième institut spécialisé qui leur est dédié.

Un choix qui repose largement sur l'expertise de l'école d'ingénieurs du Pôle Léonard de Vinci (ESILV), le premier établissement à proposer, depuis 2016, la certification blockchain des diplômes. C'est également la première école d'ingénieurs en Europe à proposer des cours sur le bitcoin et le lightning network (une technologie capable d'augmenter la capacité du réseau Bitcoin). Enfin, l'ESILV est un établissement précurseur dans le domaine de la finance avec la création d'une majeure entièrement dédiée à la Fintech dirigée par Cyril Grunspan, qui prend aujourd'hui la direction de l'Institut des Crypto-Actifs.

Implanté au sein du Pôle Léonard de Vinci, l'Institut des Crypto-Actifs collabore avec De Vinci Executive Education pour proposer de nouvelles formations continues à destination d'un large public de professionnels concernés par la crypto finance.

ERRATUM : Transition écologique : quelles écoles d'ingénieurs sont les plus engagées ?

Classement Echos Start 2023 des écoles d'ingénieurs les plus engagées dans la transition écologique

Rang	Ecoles d'ingénieurs	Score
1	Centrale Nantes	119
2	École centrale de Lyon	113
3	Mines Nancy	112
4	Esilv	109
5	EIVP	108
6	ENTPE	101
7	Télécom Paris	100
7	Grenoble INP - Ense3	100
9	Centrale Méditerranée	99
10	INP-Ensat	96
11	Université de technologie de Compiègne	95
11	CentraleSupélec	95
13	École nationale supérieure d'arts et métiers	94
13	Isae-Supaero	94
15	Toulouse INP-Enseeiht	93
16	Junia (HEI ISA Isen)	92
16	École des Ponts ParisTech	92
18	Institut polytechnique UniLaSalle	90
19	École nationale supérieure de Géologie	88
19	Builders École d'ingénieurs	88
21	Polytech Montpellier	83
21	ESTP PARIS	83
23	ISARA Lyon	81
24	ESB	79
25	CPE - Lyon	77
26	ECE	73
26	Grenoble INP - Pagora	73
26	ENSAIA	73
29	EPITA	72
30	Grenoble INP - Ensimag	69
31	EFREI	67
32	ENSIIE - Evry	61
33	Polytech Lille	57
34	ENSI Poitiers	55
35	ESIEA	49

Les Échos Start ont publié fin octobre leur **classement** 2023 des Grandes écoles les plus engagées dans la transition écologique. Le tableau que nous avons publié la semaine dernière pour les écoles d'ingénieurs n'était pas celui de l'année mais celui de 2022. Voici le tableau 2023 qui explique que l'Engées, première en 2022, n'ayant pas participé cette année c'est Centrale Nantes qui retrouve la tête comme en 2021. Elle précède Centrale Lyon qui maintient sa place à la deuxième place et précède Mines Nancy, qui gagne 5 places.

Autres arrivées dans le top 5 : Esilv et l'École des ingénieurs de la Ville de Paris (EIVP). Par ailleurs, trois nouveaux arrivants – parmi les 16 qui n'avaient pas participé l'an dernier - accèdent directement au top 10 : ENTPE Lyon, Télécom Paris et Centrale Marseille. Deuxième l'an dernier à la surprise générale Isae-SupAero, perd 11 places. Comme l'explique Les Échos Start : « *L'école de l'aérospatial enregistre un score relativement bas sur l'orientation de ses étudiants dans le secteur de l'impact, propre au secteur, et pâtit enfin de la nouvelle façon dont le classement mesure l'intégration de l'impact au sein de la formation* ».

Un classement qui a connu un véritable engouement dans les écoles d'ingénieurs puisque, en un an, le nombre d'écoles répondantes a été multiplié par trois pour atteindre 36 cette année même si les plus fameuses Grandes écoles – l'École polytechnique, CentraleSupélec ou encore les Ponts – n'ont pas répondu. Mais pourront-elles longtemps rester absentes d'un classement qui certes est très mouvant car les critères évoluent

système de l'Université de la ville de New York n'ont pas eu lieu pendant les fêtes juives de Roch Hachana et de Yom Kippour. Ce n'est pas le cas pour l'Aïd al-Fitr, le jour le plus saint du calendrier islamique – même si les étudiants musulmans représentent désormais une part plus importante des inscriptions à la CUNY.

- [Europe dominated US study abroad in 2021/22](#) (The PIE News) : Plus de 188 000 étudiants américains ont participé à des programmes d'études à l'étranger pour obtenir des crédits académiques en 2021/22, alors que les restrictions de voyage induites par la pandémie commençaient à être levées.
- [4 charts explaining international enrollment trends](#) (HigherEdDive)
- [Federal judge refuses to temporarily block Florida curriculum ban](#) (HigherEdDive) : La loi portée par le gouverneur de Floride DeSantis, signée en mai, limite les professeurs à discuter de « certains sujets ou à présenter des informations de manières spécifiques » en classe.
- [After affirmative action loss, the Biden admin wants to make it easier to transfer schools](#) (USA Today) : Les étudiants qui passent des community colleges aux universités sont depuis longtemps confrontés à un labyrinthe d'obstacles, y compris la perspective de perdre leurs crédits universitaires.
- [Facs américaines: face aux dérives antisémites, la menace d'assèchement des financements privés](#) (L'Opinion) : Vent de panique ces derniers jours au conseil d'administration de l'université américaine d'Harvard, à Boston. 1 600 donateurs ont menacé de supprimer leurs financements si l'université ne met pas fin à la vague d'antisémitisme qui touche le campus.

Moyen Orient

- [Is the Gulf the new heart of academia in the Middle East?](#) : Le Times Higher Education publie son **Classement des universités arabes** dominé cette année par la King Abdullah University of Science and Technology (KAUST) (Arabie Saoudite) devant la Khalifa University (Émirats arabes unis) et l'université du Qatar.

Royaume-Uni

- [UK expands Japan Youth Mobility Scheme](#) (The PIE News)

Russie

- [Weaponisation of universities: a 'back-to-the-future' story](#) (University World News)
- [Brain drain accelerates as international isolation deepens](#) (University World News)

mais est également en phase avec les attentes de leurs élèves..

Pour rappel le classement est réalisé en prenant en compte les critères suivants :

- Formation (52 pts, 8 questions)
- Stratégie et gouvernance (27 pts, 14 questions)
- Employabilité et excellence académique (29 pts, 4 questions)
- Diversité et inclusion (26 pts, 10 questions)
- Vie associative (14 pts, 4 questions)
- Réseau de diplômés dans l'impact (12 pts, 3 questions)

De plus l'équipe sustainability de Deloitte France a audité les réponses afin de « déterminer si elles étaient complètes et conformes ». En outre, 60% des réponses (en poids sur le résultat final) ont fait l'objectif d'un contrôle approfondi. Ce contrôle a porté en priorité sur les questions les plus évocatrices de l'impact. Plus de 4 000 cours ont été passés en revue dans les catalogues de formation.

La Fondation CentraleSupélec offre un bâtiment parisien à son école



Elle avait longtemps envisagé de s'installer au cœur du 5^{ème} arrondissement, dans le campus Scipion en cours d'aménagement mais dont le prix c'est révélé prohibitif. C'est finalement un peu plus loin, à proximité de la Porte d'Italie, entre les Maréchaux et le boulevard périphérique, que la Fondation CentraleSupélec a acheté au groupe REALITES l'immeuble « IKOM » pour 56 millions d'euros.

Ce bâtiment réversible de 5 710 m² sur 6 étages, pouvant recevoir 1 350 personnes, comprend notamment un amphithéâtre, un restaurant, un rooftop et 1 300 m² d'espaces extérieurs végétalisés. Il sera livré clés en novembre 2025.

Arts et Métiers lance une campagne de levée de fonds

Dans la lignée de sa stratégie visant à former les leaders des industries responsables, chaque campus Arts et Métiers évolue progressivement vers une organisation en « Evolutive Learning Factories » (ELF). A la fois réels et virtuels, connectés et évolutifs, ces espaces pédagogiques permettent de faire monter en maturité technologique, numérique, sociétale et environnementale les expertises des élèves-ingénieurs. Pour les développer Arts et Métiers a lancé dans ses 8 campus, une campagne de levée de fonds privés présidée par Jean-Marc Chéry, ingénieur Arts et Métiers. Objectif : 15 millions d'euros. « Ces usines écoles seront des outils au service de la formation, de la recherche et de l'innovation au profit des étudiants, des enseignants mais aussi des entreprises qui viendront y trouver des ressources pour leur recherche et leur formation professionnelle », précise Véronique Favier, directrice générale adjointe, qui coordonne le développement des Evolutive Learning Factories.

Les Evolutive Learning Factories (ELF), ce sont :

- des lignes de production représentatives de l'industrie du futur, entièrement digitalisées et doublées de jumeaux numériques destinées aux étudiants, enseignants d'Arts et Métiers mais également aux entreprises partenaires ;
- des équipements évolutifs permettant aux élèves-ingénieurs d'imaginer des solutions pour faire monter en maturité l'industrie face aux défis technologiques et environnementaux ;
- des lieux ouverts aux lycéens et aux collégiens pour montrer aux plus jeunes à quoi ressemblera l'usine du futur.

▶ Voir la [présentation sur YouTube](#)

En bref...

- [L'ESTACA](#) et [Naval Group](#) renforcent leurs liens avec la signature d'un partenariat. Objectif : développer l'offre de l'école en corrélation avec les besoins industriels de Naval Group à travers des collaborations sur la formation initiale et continue des ingénieurs, sur des projets de recherche, d'innovation ou de développement, et des actions visant à faciliter le recrutement de stagiaires, d'alternants ou d'ingénieurs.
- Efrei, Tata Consultancy Services, Renault, Valeo et Stellantis renouvellent leur partenariat autour de la majeure Transports Intelligents et de son option Véhicules Autonomes.

AGENDA

Jusqu'au 9 décembre 2023 : Les chambres de commerce et d'industrie se mobilisent avec l'opération [Découverte des métiers](#) pour faire découvrir les métiers et les filières professionnelles aux jeunes, à leur famille ainsi qu'à un public en reconversion professionnelle.

Jusqu'au 23 novembre : Les [Nuits des Étudiants du Monde](#) se tiennent dans 26 villes universitaires françaises : Aix-en-Provence, Amiens, Arras, Besançon, Brest, Caen, Carcassonne, Cergy-Pontoise, Clermont-Ferrand, La Rochelle, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Orléans, Pessac, Poitiers, Reims, Rouen, Saint-Omer, Saint-Etienne, Sceaux, Strasbourg et Toulouse.

L'événement de cette année mettra en lumière la richesse des cultures du monde entier en offrant activités et de spectacles, notamment des présentations artistiques, des démonstrations culinaires ou encore des expositions culturelles. La Nuit des Étudiants du Monde vise ainsi à « créer un espace inclusif où les étudiants de toute origine se rencontrent, découvrent leur territoire d'accueil et célèbrent ensemble leur mobilité universitaire »



20 au 22 novembre : L'Université Paris Dauphine-PSL organise la 2^{ème} édition des [Dauphine Digital Days](#) sur le thème : « IA et société : nouvelle donne, nouveaux enjeux » en partenariat avec l'Institut 3IA PRAIRIE, La French Tech Grand Paris, Les Échos et Sciences & Avenir.



22 novembre : Assises du Cinquantenaire des 50 ans de la Conférence des Grandes écoles (CGE) à la Cité Internationale Universitaire de Paris. Selon les mots de Tamym Abdessemed, commissaire aux 50 ans, ces Assises seront « l'occasion de penser l'action de la CGE au service de ses membres et du modèle Grande école dans un monde de l'ESR en profonde mutation et une société en transitions ».



Concours Mines-télécom 2024 : simplification et soutien au boursiers

C'est le mot de l'année dans les concours – simplification ! - et l'édition 2024 du Concours Mines-Télécom n'y déroge pas. Dans une volonté de simplification pour les candidats, les séries d'épreuves orales sont en effet fusionnées en une seule série, sur les trois sites d'examen : Paris, Évry-Courcouronnes, Marne-la-Vallée. Le nombre d'épreuves reste inchangé. Les candidats passeront sur une seule journée 4 épreuves orales, selon leur filière, parmi lesquelles : Mathématiques, Physique, Informatique, Sciences industrielles, Anglais, Entretien.

Par ailleurs, les candidats boursiers redoublant leur 2^{ème} année en classe préparatoire, également connus sous le nom « 5/2 », bénéficieront en d'une bonification de 15 points, tant sur les épreuves écrites que sur les épreuves orales.

Le calendrier

Inscriptions

- Filières MP, MPI, PC, PSI, PT, TSI et BCPST : du 9 décembre 2023 au 16 janvier 2024
- Filière ATS : du 7 février au 6 mars 2024

Épreuves écrites :

- Banque d'épreuves Mines-Ponts : du 13 au 16 mai 2024
- Banque d'épreuves PT : du 25 avril au 07 mai 2024
- Concours Centrale Supélec : du 02 au 06 mai 2024
- Concours ENSEA : du 13 au 15 mai 2024
- Concours G2E : du 13 au 15 mai 2024

Épreuves orales :

- MP-MPI-PC-PSI-PT : du 25 juin au 12 juillet 2024
- Filière TSI : du 24 juin au 21 juillet 2024
- Filière Spé ATS-GI : du 20 au 25 juin 2024
- Filière BCPST : du 24 juin au 08 juillet 2024

Liste de vœux :

- Filières MP, MPI, PC, PSI, PT, TSI et BCPST : du 1er mars au 26 juillet 2024 à 12h
- Filière ATS : du 31 mai au 04 juillet 2024

Les places ouvertes école par école en 2024

2024	MP	MPI	PC	PSI	PT	TSI	ATS	BCPST	Total/école
EIVP - Civils	24		24	24	6				78
EIVP - Fonctionnaire	4		4	4					12
Ecole Nationale de la Météorologie - Civils	3		2	1					6
Ecole Nationale de la Météorologie - Fonctionnaires	10		9	3					22
ENSG Géologie	3	2	10	5					20
ENSG Géomatique - Civils	8	3	3	3	2	1			20
ENSG Géomatique - Fonctionnaire	6	2	2	2					12
ENSIIE	64	12	10	16		4			106
ENSSAT Lannion	25	12	14	14	3	2	2		72
ENSTA Bretagne - Étudiants	42	3	18	43	12	2			120
ENSTA Bretagne - IETA	15	3	9	13	4				44
ENTPE - Étudiants	25	2	17	21	4	2			71
ENTPE - Fonctionnaire	32	3	24	30	6	4			99
EURECOM	23	13	7	9	0	2			54
IMT-BS	15		9	6					30
IMT Mines Albi	50	5	50	50	5	2	5	5	172
IMT Mines Alès	64	5	55	59	22	2	3	5	215
IMT Nord Europe	55	4	40	50	5	2	2	3	161
IMT Nord Europe - Fonctionnaire	5		5	5					15
Mines-Saint-Etienne - ISMIN	35	5	10	28	7	3			88
Télécom Nancy	60	26	3	5	2				96
Télécom Strasbourg - Physique Santé	8		8	8					24
Télécom Strasbourg - Physique Informatique et Réseaux	20	10		8					38
Télécom Saint-Etienne	35	7	13	25	5	3			88
Télécom SudParis	92	24	42	42	2	2	2		206
Total	723	141	388	474	85	31	14	13	1869

25 novembre : StudiesUP présente la deuxième édition du salon « [Partir étudier, travailler, voyager en Australie](#) » à l'Ambassade d'Australie à Paris de 9h à 14h.



30 novembre : A l'occasion de l'[Année européenne des compétences](#), la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs (CDEFI) et France Universités organisent une journée de conférences intitulée « Vers un marché unique européen des compétences ? Le rôle des établissements d'enseignement supérieur » dans leurs locaux partagés de la Maison Irène et Frédéric Joliot-Curie situés à Bruxelles.



2 décembre : Dans le cadre du « Mois de la découverte des métiers » des CCI, la CCI Paris Ile-de-France organise dans ses locaux la [Nuit de l'orientation](#) de 14h à 19h. Au cours de cet événement, le public pourra participer à des speed dating métiers avec plus de 60 professionnels, explorer un espace de réalité virtuelle et profiter d'un programme riche en ateliers et conférences animées par des experts de l'éducation ou de l'orientation tels :

- Parcoursup 2024, par Jérôme Teillard, Chef de projet Parcoursup au ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche
- Choisir une grande école de commerce, par Thomas Jeanjean, Directeur général adjoint Education à la CCI Paris Ile-de-France
- À la rencontre des entreprises pour découvrir les métiers, par Véronique Blanc, DRAFFIC adjointe à la Région académique Île-de-France
- Oriane, pour t'aider dans ton orientation, par Anne Père, secrétaire générale de l'Agence Oriane de la Région Île-de-France
- L'apprentissage, une voie d'excellence, par Tristan Gillouard, Directeur de l'apprentissage de la CCI Paris Ile-de-France
- Se retrouver dans la jungle des diplômes, par Philippe Régimbart, Directeur des politiques éducatives de la CCI Paris Ile-de-France.

4 au 9 décembre : « Faire connaître les métiers du numérique et susciter de nouvelles vocations auprès des jeunes générations », telle est l'ambition de la [Semaine du numérique et des sciences informatiques](#) qui

Frais d'inscription

- Filières MP, MPI, PC, PSI : 320 euros
- Filière PT : 285 euros
- Filière TSI : 185 euros
- Filière ATS : 20 euros
- Filière BCPST : 310 euros

Pour les candidats boursiers, les frais d'inscription pour l'ensemble des écoles du concours sont gratuits (mis à part pour la filière BCPST, se reporter à la notice d'inscription 2024 du concours G2E).

se tiendra du 4 au 9 décembre 2023 dans toute la France. Piloté par l'association Talents du numérique, ce rendez-vous bénéficie du soutien du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche et du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.



ÉCOLES DE MANAGEMENT

GEM crée un serious game pour gérer les dilemmes éthiques en entreprise



Elle avait déjà créé le serious game [Finetchics](#) en 2017 sur le même thème. Grenoble École de Management lance [Ethical Expedition](#), un serious game numérique conçu pour comprendre et gérer les dilemmes éthiques en entreprise avec [ARaymond](#), un acteur économique isérois. Ce jeu vise à stimuler les réflexions et discussions sur les enjeux éthiques en milieu professionnel en offrant aux joueurs un cadre pertinent, ainsi que des débriefings pour comprendre les subtilités de 14 dilemmes auxquels ils sont confrontés et fournir des éclairages utiles quant aux réponses fournies.

Pendant plus de six mois, des séminaires en ligne, regroupant des représentants des trois partenaires basés en France, en Inde et en Chine, ont été le cadre de la conception d'Ethical Expedition, de la définition des scénarios de dilemmes, de la création des personnages et de l'élaboration des dialogues. « *Des mises en situation qui ont pour objectif de permettre aux joueurs de confronter leurs propres décisions et leurs conséquences, un aspect fondamental de la paix économique* » explique Dominique Steiler, titulaire de la Chaire UNESCO pour une culture de Paix Économique. Des acteurs professionnels ont également participé aux tournages pour assurer le réalisme des situations de travail présentées dans le jeu.

Après plus de 800 heures de travail, le serious game a pu être testé auprès des étudiants de GEM, des managers d'ARaymond localisés en Inde et en Chine, et des partenaires de la Chaire. Il a été également présenté en avant-première auprès d'un public institutionnel lors de l'inauguration officielle du campus GEM Paris en septembre 2023. Il a désormais vocation à être diffusé à large échelle.

L'ISC Paris lance sa « Fresque de l'Apprendre »



L'ISC Paris vient de lancer la « Fresque de l'Apprendre », un atelier ludique, collaboratif et réflexif, sur le modèle de la Fresque du Climat, mis au point par l'équipe de son Action Learning Lab. Destiné à sensibiliser les étudiants et enseignants de l'école sur l'importance « d'apprendre à apprendre » ce projet encourage une réflexion sur les composantes

de l'apprentissage. Pour l'équipe de l'Action Learning Lab de l'ISC Paris, il paraissait en effet essentiel de trouver un outil pour sensibiliser apprenants et enseignants aux mécanismes, aux freins et aux sources des freins rencontrés dans l'apprentissage.»

Ainsi, les apprenants sont amenés à étudier comment ils apprennent, et à réfléchir à des pistes d'amélioration pour progresser dans leur approche de l'apprentissage. Les formateurs sont, eux, encouragés à observer comment les apprenants apprennent, et à réfléchir sur leur posture et pratiques, afin de mieux penser leurs dispositifs pédagogiques. Pour y parvenir, l'ISC Paris a passé en revue les nombreuses recherches académiques et scientifiques ainsi que des rapports autour de l'apprentissage, et en rassemblant les notions les plus pertinentes pour les étudiants et enseignants en 85 cartes, classées sous 11 lots.

- ▶ La Fresque de l'Apprendre a vocation à être proposée à d'autres établissements de l'enseignement supérieur, quelle que soit leur spécialité.

2024

24 au 26 janvier : La plus grande exposition de technologies éducatives au monde, le salon [BETT](#), se tient à Londres. Plus de 600 fournisseurs innovants de solutions EdTech et de ressources présentent leurs produits et services.

4 au 5 avril : Le [symposium annuel d'ABET 2024](#) réunira à Tampa en Floride des dirigeants de l'éducation, de l'industrie et des politiques pour discuter de l'avancement de l'éducation pour le développement durable à l'ère numérique dans les sciences. Il explorera l'intersection des 17 objectifs de développement durable des Nations Unies, de l'éducation dans les sciences et de l'intelligence artificielle (IA).

RESSOURCES (TOUJOURS) UTILES

Ce sont des données qu'on n'a jamais sous la main quand on les cherche mais qui sont terriblement utiles.

- La Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) publie l'édition 2023 de [L'état de l'École](#) qui présente un panorama statistique des évolutions et tendances du système éducatif français. Scolarité des élèves, investissements, climat scolaire, formation des personnels, acquis des élèves, parcours, orientation et insertion professionnelle... ces dimensions sont abordées à travers 36 fiches synthétiques illustrées par des graphiques, cartes ou tableaux. Des indicateurs internationaux permettent d'établir des comparaisons et de situer la France parmi d'autres pays. Certaines fiches rendent compte des inégalités sociales, des différences de genre et des disparités territoriales.



- [L'Europe de l'éducation en chiffres](#)

Better World MBA : l'Insead, Audencia et Kedge représentent la France

Le classement international [Better World MBA](#) de Corporate Knights des Full-Time MBA mondiaux est marqué par une forte progression des business schools françaises : l'Insead gagne 27 places et se classe 25^{ème} alors qu'Audencia progresse de neuf places à la 28^{ème}. Kedge fait quant à elle son entrée à la 32^{ème}.

Dominé comme en 2022 par la Griffith Business school australienne, le classement Better World MBA évalue la « performance durable » des programmes MBA pour mettre en avant ceux qui permettent de doter leurs participants « des compétences et valeurs nécessaires pour construire une économie plus inclusive qui profite à la société et à l'environnement ».

En bref...

- **Montpellier Business School (MBS)** réforme son Master of Science (MSc) Global Business et ouvre un nouveau programme pour la rentrée de septembre 2024 : le MSc Complex Project Management, une nouvelle spécialisation garantissant aux diplômés une employabilité optimale tant en France qu'à l'international.
- **L'Essca** veut mettre l'IA au service de l'avenir de la planète (Les Échos)

- [Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche](#) :



- [Le Code de l'éducation](#)
- [L'état de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation \(2022\)](#)
- [L'Europe de l'éducation en chiffres \(2020\)](#)
- [Regards sur l'éducation \(2022\)](#) de l'OCDE
- L'enquête [Conditions de vie des étudiants](#) de l'Observatoire de la vie étudiante.
- L'[Enquête Génération](#) du Céreq permet une mesure régulière de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés sur leurs trois premières années de vie active.
- Les grands classements internationaux: [ARWU](#) («Classement de Shanghai»), [Times Higher Education](#), [QS Top Universities](#), [US News Best Global Universities](#), [CWTS Leiden Ranking](#) (sur l'impact des publications universitaires).
- Les classements français des écoles de management : [l'Etudiant](#), [Le Figaro](#), [Le Point](#), [Le Parisien](#), [Challenges \(2023\)](#) et [Le Classement des Classements de HEADway Advisory](#)
- Les classements des écoles d'ingénieurs : [l'Etudiant](#), [Le Figaro](#), [L'Usine nouvelle \(2023\)](#), [L'Usine nouvelle \(2022\)](#), [L'Usine nouvelle \(2021\)](#), [L'Usine nouvelle \(2020\)](#), [L'Usine nouvelle \(2019\)](#), [L'Usine nouvelle \(2018\)](#), [L'Usine nouvelle \(2017\)](#).
- Les palmarès internationaux des business schools : [Financial Times](#), [QS World University Rankings by Subject : Business & Management Studies](#), [Best Business Schools \(Bloomberg\)](#), [Which MBA \(The Economist\)](#)
- [Liste des CPGE des filières scientifique, économique et commerciale, et littéraire - année universitaire 2022-2023](#)
- [Vademecum RNCP](#) de France compétences
- ▶ Les Publications de la DEPP (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports sont accessibles sur [DΣPPaDoc](#). Du Système d'information et études statistiques à [SIES](#).

Copyright©HEADway Advisory